Infrastructure Canada

Canada

Juillet 2012

L'ACCENT SUR L'INFRASTRUCTURE : LES BASSINS DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT

Le système hydrographique des Grands Lacs et du Saint-Laurent constitue l'un des plus grands réseaux d'eau douce du monde. D'une superficie de plus de 1,6 million de km^2 — ce qui correspond à la taille du Québec —, ces bassins drainent plus du quart des réserves mondiales d'eau douce[1], et environ 15 millions de Canadiens y vivent. Ces bassins, traversés en leur milieu par la frontière canado-américaine, alimentent en eau potable des millions de Canadiens et d'Américains, lesquels en dépendent également sur le plan des transports, du commerce, de l'emploi, du tourisme et des loisirs. Ils comportent également certaines des terres agricoles les plus riches d'Amérique du Nord, représentent une source importante d'électricité pour les habitations et les entreprises et abritent une flore et une faune très diversifiées.

Le système hydrographique des Grands Lacs et du Saint-Laurent, qui relie les Grands Lacs à l'océan Atlantique et aux marchés mondiaux, constitue l'une des plus longues voies de navigation commerciale au monde[2]. Chaque année, plus de 180 millions de tonnes métriques de fret circulent sur le Saint-Laurent[3]. Ce couloir de transport est essentiel à la navigation maritime et à l'efficacité des échanges internationaux vers et en provenance de l'Amérique du Nord.

Les avantages économiques des Grands Lacs sont importants pour l'Ontario. Le bassin des Grands Lacs est un pôle économique qui contribue à générer la majeure partie de l'électricité et des exportations de l'Ontario et à fournir l'eau nécessaire pour la consommation des ménages et des industries. Les Grands Lacs attirent les touristes et soutiennent les industries de la pêche et de l'agroalimentaire, dont le chiffre d'affaires s'élève à plusieurs milliards de dollars. En effet, diverses sources estiment que la contribution à l'économie canadienne de la pêche et du tourisme provenant des Grands Lacs avoisine les 9 milliards de dollars[4].

Compte tenu de l'impact majeur de ce système hydrographique sur notre économie, notre société et la santé publique, la qualité de l'environnement dans les Grands Lacs et le Saint-Laurent sont d'une importance capitale pour tous les Canadiens. Le gouvernement du Canada reconnaît l'importance de ces bassins et appuie d'importants projets d'infrastructure publique dans la région. Ces projets visent l'amélioration de la qualité de l'eau et contribuent à la protection et à la conservation de cette ressource naturelle vitale.

Le bassin versant du Saint-Laurent
(illustration d'Environnement Canada)

[1] Plan Saint-Laurent, *Portrait global de l'état du Saint-Laurent*, 2008 : http://planstlaurent.qc.ca/fileadmin/publications/portrait/portrait_global_2008_f.pdf

[2] Environnement Canada : www.ec.gc.ca/stl/default.asp?Lang=Fr&n=F46CF5F8-1

[3] Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent, 2012 : www.greatlakes-seaway.com/fr/voie-maritime/vitale/index.html

[4] Pêches et Océans Canada, Commission des pêcheries des Grands Lacs.

Histoire d'une voie maritime

L'accès à l'eau douce est au cœur du commerce et de la croissance de la population depuis la Confédération. En 1909, le Canada et les États-Unis ont créé la Commission mixte internationale, qui a pour but d'examiner les problèmes liés aux eaux limitrophes, dont font évidemment partie les Grands Lacs. La question des Grands Lacs est devenue encore plus cruciale en 1959, lorsque la Voie maritime du Saint-Laurent a été ouverte à la circulation, ce qui a permis aux provinces et aux États intérieurs d'avoir accès à l'océan Atlantique. De nos jours, la majeure partie du travail de la Commission mixte internationale concerne les Grands Lacs.

De tout temps, une part importante de la population canadienne s'est concentrée dans les régions avoisinant les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent. Au fil des ans, la croissance de la population s'est accompagnée d'une hausse de l'activité économique. Selon une étude économique publiée au mois d'octobre 2011[5], la Voie maritime des Grands Lacs et du Saint-Laurent soutient directement plus de 225 000 emplois et génère annuellement des milliards de dollars de revenus et recettes au Canada et aux États-Unis.

Malheureusement, le succès de la Voie maritime a également eu des conséquences néfastes. L'industrialisation, le développement urbain, l'agriculture, l'intensification de la pêche et du tourisme ont eu un impact toujours plus important sur les Grands Lacs et ont contribué, à partir du milieu des années 1900, à la dégradation écologique des Grands Lacs. Reconnaissant ces problèmes, le Canada et les États-Unis ont signé en 1972 l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, par lequel les deux pays se sont engagés à restaurer et à maintenir la santé de l'écosystème du bassin des Grands Lacs.

En s'appuyant sur cet accord, au milieu des années 1980, 43 zones sensibles ou secteurs préoccupants du point de vue environnemental dans les parties communes du bassin hydrologique des Grands Lacs ont été désignées, dont 17 au Canada. Pendant plus de 40 ans, grâce à l'Accord Canada-Ontario concernant l'écosystème du bassin des Grands Lacs (ACO), le Canada et l'Ontario ont collaboré avec des partenaires provenant des collectivités urbaines et rurales, des industries et des Premières Nations en vue de restaurer et de protéger les Grands Lacs. Pour chacun des secteurs préoccupants situés au Canada, les gouvernements fédéral et ontarien ont établi des partenariats avec des collectivités locales et divers intervenants pour élaborer des plans d'assainissement visant à restaurer les zones touchées et les *retirer de la liste* des secteurs préoccupants. Investir dans les infrastructures destinées au traitement des eaux usées dans les collectivités de la région des Grands Lacs constitue un élément clé de bon nombre de ces plans.

En avril 2010, le port de Wheatley, situé en bordure du lac Érié, a été retiré de la liste des secteurs préoccupants. À la suite de l'application des mesures prises pour contrôler et améliorer le traitement des rejets industriels et pour réduire les contaminants provenant des activités agricoles, la qualité de l'eau s'y est nettement améliorée. Mis à part le port de Wheatley, deux autres secteurs préoccupants situés au Canada ont également été retirés de la liste, soit le bras Severn et le port de Collingwood. La rivière Oswego, située aux États-Unis et initialement désignée secteur préoccupant, a également été retirée de la liste, ce qui porte à quatre le nombre de secteurs retirés de la liste.

[5] U.S. Department of Transportation, 2011: www.greatlakes-seaway.com/en/pdf/slsdc_pr20111018.pdf (disponible en anglais seulement)

« En 2003, lorsque la Commission mixte internationale a publié un rapport de situation concernant les secteurs préoccupants, seuls deux secteurs avaient été retirés de la liste. Maintenant que le port de Wheatley est aussi retiré de la liste, nous en sommes à quatre, ce qui prouve qu'il est possible de réaliser des progrès lorsque les administrations locales, provinciales, étatiques et fédérales collaborent avec des organismes communautaires, tel l'Office de la protection de la nature de la région d'Essex, en vue d'atteindre les objectifs fixés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs. »

– Joseph Comuzzi, président de la Section canadienne de la Commission mixte internationale

Un avenir prometteur

Le rejet d'effluents provenant des systèmes de traitement des eaux usées constitue l'une des plus grandes sources de pollution des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Le gouvernement du Canada prend des mesures afin de veiller à la protection de ces ressources écologiques et économiques importantes, et Infrastructure Canada soutient ces efforts.

Dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure verte, lancé en 2009, le Canada et l'Ontario ont chacun engagé 174,5 millions de dollars pour contribuer à la modernisation de quatre importantes installations de traitement des eaux usées afin de soutenir le retrait de trois zones de la liste des secteurs préoccupants : le fleuve Saint-Laurent, le port de Hamilton et la baie Nipigon. Ces investissements s'ajoutent à la somme de plus de 100 millions de dollars de soutien fédéral déjà engagée dans le cadre d'autres programmes d'Infrastructure Canada, y compris le Fonds Chantiers Canada et le Fonds de stimulation de l'infrastructure, pour des infrastructures de traitement des eaux usées dans ces secteurs.

Les gouvernements du Canada et du Québec collaborent également depuis plus de 20 ans afin de protéger la santé du fleuve Saint-Laurent. Par exemple, à Portneuf, en séparant le réseau d'eau pluviale du système de traitement des eaux usées, le volume et la fréquence des débordements du réseau d'égouts unitaires déversés dans le fleuve Saint-Laurent ont été considérablement réduits. Des plans sont également en cours pour régler les problèmes de débordement des égouts unitaires à Montréal par la construction de quatre nouveaux bassins de rétention.

Panorama de Montréal et du fleuve Saint-Laurent (photo de P.-É Cadorette, fournie par Parcs Canada, 2007)

Modernisation des infrastructures de traitement des eaux usées de Montréal

À Montréal, des investissements conjoints de 63,7 millions de dollars des gouvernements fédéral et provincial aideront à améliorer le processus de désinfection des eaux usées à l'usine d'épuration Jean-R.-Marcotte. Le projet permettra de mieux désinfecter les eaux usées avant de les rejeter dans le fleuve Saint-Laurent. Les gouvernements fédéral et provincial effectueront chacun un investissement supplémentaire de 49,3 millions de dollars pour réduire le volume et la fréquence des débordements du réseau d'égouts unitaires de la ville de Montréal durant les périodes de fortes pluies.

Depuis le lancement du plan Chantiers Canada, en 2007, le gouvernement du Canada a engagé plus d'un milliard de dollars pour plus de 700 projets liés au traitement des eaux usées dans le système hydrographique des Grands Lacs et du Saint-Laurent[6]. Ces projets sont réalisés en partenariat avec les administrations provinciales et municipales.

En outre, plus de 350 millions de dollars ont été alloués à des projets de traitement des eaux usées en Ontario et au Québec dans le cadre du Fonds de la taxe sur l'essence. En travaillant de concert, le Canada, l'Ontario, le Québec et les partenaires municipaux continueront d'améliorer les systèmes de traitement des eaux usées de la région afin de restaurer et de protéger les Grands Lacs et le Saint-Laurent.

« La gestion des eaux usées a débuté dans les années 1860, principalement pour des raisons de santé publique. Au fil des ans, l'objectif de la gestion des eaux usées s'est élargi pour prendre en considération la santé de l'environnement. De nos jours, grâce à un effort collectif de tous les ordres de gouvernement, d'immenses progrès continuent d'être réalisés, qui profiteront aux Canadiens de tout le pays. »

– T. D. Ellison, directeur général par intérim de l'Association canadienne des eaux potables et usées

[6] Les montants accordés au titre du Fonds de la taxe sur l'essence ne sont pas compris dans ces chiffres.

Exemples de projets financés par Infrastructure Canada dans des secteurs préoccupants situés dans la région des Grands Lacs :

Usine de traitement des eaux usées de Red Rock

Baie Nipigon

Dans les cantons de Red Rock et de Nipigon, des investissements conjoints fédéral-provincial de 9 millions de dollars et de 6,9 millions de dollars respectivement permettront d'améliorer la qualité des eaux usées traitées avant leur rejet dans la baie Nipigon. L'usine de traitement des eaux usées de ces collectivités a été améliorée par l'ajout d'un processus de traitement secondaire des eaux usées permettant de retirer ou de réduire les contaminants que la phase initiale de traitement n'intercepte pas. Ces investissements aideront à retirer la baie Nipigon de la liste des secteurs préoccupants.

Usine de traitement des eaux usées de la ville de Cornwall

Fleuve Saint-Laurent

Des investissements de 18,5 millions de dollars du gouvernement canadien et du gouvernement de l'Ontario permettront d'augmenter la capacité de l'usine de traitement des eaux usées de la ville de Cornwall, d'améliorer l'usine de manière à pouvoir effectuer un traitement secondaire afin de retirer ou de réduire les contaminants, et de réduire le volume des eaux usées non traitées qui sont rejetées dans le fleuve Saint-Laurent en cas de fortes pluies.

Municipalité de Halton, Port de Hamilton

Usine de traitement des eaux usées de l'avenue Woodward

Port de Hamilton

Le rejet d'eaux usées contenant du phosphore nuit à l'habitat des poissons. C'est pourquoi les gouvernements canadien et ontarien ont chacun accordé un investissement de 51,5 millions de dollars pour aider la municipalité régionale de Halton à améliorer son processus de traitement des eaux usées, dans le but de réduire la quantité de phosphore rejeté dans le port de Hamilton. Les gouvernements canadien et ontarien vont également chacun accorder à la Ville de Hamilton un montant de 100 millions de dollars pour améliorer l'usine de traitement des eaux usées de l'avenue Woodward, ce qui permettra de régler encore davantage les problèmes de ce secteur préoccupant.

Mettre le cap sur l'avenir

Dans le budget de 2011, le gouvernement du Canada s'est engagé à travailler avec les partenaires à l'élaboration d'un nouveau plan d'infrastructure publique à long terme qui se poursuivra au-delà du Plan Chantiers Canada, dont l'échéance est en 2014. Le 30 novembre 2011, l'honorable Denis Lebel, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités a procédé au lancement d'un processus officiel de mobilisation en vue de mettre au point ce plan. Le 1er juin 2012, le ministre Lebel a annoncé une série de discussions en table ronde avec les partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux et avec les principaux intervenants afin d'orienter l'élaboration du nouveau plan à long terme. Ce plan sera axé sur des investissements dans l'infrastructure qui créeront des emplois et favoriseront la croissance économique tout en bâtissant des collectivités fortes et prospères partout au pays. Les besoins continus en matière d'amélioration des infrastructures de traitement des eaux usées partout au Canada seront examinés dans ce contexte.

Pour davantage d'information sur le processus de collaboration en vue de l'élaboration d'un plan d'infrastructure à long terme du gouvernement du Canada, veuillez consulter le site Web d'Infrastructure Canada à l'adresse : http://www.infrastructure.gc.ca/plan/plan-fra.html.

L'accent sur l'infrastructure : Les bassins des Grands Lacs et du Saint-Laurent
© Sa Majesté la reine du chef du Canada, juillet 2012
Nº de cat. T94-5/5-2012F-PDF
ISBN 978-1-100-99530-4
Ce document et des renseignements additionnels sont disponibles sur le Web au www.infrastructure.gc.ca.
This publication is also available in English: *Infrastructure Spotlight: The Great Lakes and St. Lawrence Watersheds*